



Les associations du Réseau des Créfad et la jeunesse... note d'humeur et d'orientation pour nos actions

Depuis quelques années déjà, les associations du réseau des Crefad réfléchissent et agissent pour et avec les jeunes.

Et pourtant... il n'est pas dans nos pratiques d'identifier et de spécifier un travail en direction d'un public particulier...

Et pourtant... cette expérience nous permet aujourd'hui de proposer quelques éléments d'analyse, quelques envies et pistes d'actions,... et d'abord quelques colères face à ce qui est en jeu et qui ne nous semble que très partiellement abordé par les acteurs et les dispositifs existants.

Les colères que nous exprimons aujourd'hui peuvent être situées à trois niveaux.

1. Les situations factuelles vécues par les jeunes....

La place qui leur est faite, ou sans doute plus fréquemment la place qui ne leur est pas faite...

Les indicateurs socio-économiques à propos de la jeunesse sont alarmants. Ils nous montrent que des générations entières sont impactées par le chômage. Il existe peu d'emplois salariés disponibles, en particulier pour les jeunes et ceux proposés sont de courte durée (moins de six mois).

Il y a d'un côté des jeunes très diplômés frustrés de ne pouvoir mettre en œuvre leurs compétences et d'un autre côté des jeunes qui sortent trop tôt du système d'enseignement initial (les « NEET » -sans emploi, ni étude, ni formation- mais pas seulement...).

Une des conséquences est que bon nombre de jeunes ont intégré l'idée qu'ils ne pourront rien faire, qu'il n'y a pas de place pour eux dans notre société et qu'ils n'arriveront pas à s'y rendre utile.

D'autres indicateurs devraient également nous alarmer ; ils nous parlent de santé (physique et psychique) et de vulnérabilité. Un tel constat force à s'interroger sur la manière dont les jeunes sont considérés et traités. Dans ce contexte, les questions de fragilité de la confiance en soi, d'isolement,... s'éclairent d'une manière particulière.

La mobilité est un sujet récurrent, en milieu rural comme dans les banlieues : imposée par les lieux d'éducation, choisie par les relations sociales,... Tantôt envie de découverte, tantôt injonction, la mobilité conditionne nos rapports à l'espace, aux espaces, aux territoires.

Cette question de la mobilité dit aussi beaucoup sur les conditions d'accès à l'autonomie, et des inégalités qui les traversent. Et en premier lieu, la question des moyens financiers, de l'argent et donc du pouvoir que cela confère. Il se pourrait même que la question de la mobilité devienne secondaire à partir du moment où la question de l'argent n'est plus un problème !

La très grande importance prise par le numérique (les écrans, les réseaux sociaux,...) et son apparente grande « démocratisation » (a-fortiori chez les jeunes) ne doit pas masquer une réalité plus nuancée (sans doute plus complexe que ce que l'on appelle la « fracture numérique »).

Enfin, les élections présidentielles du printemps 2017 ont été marquées par de fortes spécificités du vote

des jeunes (Mélenchon et Le Pen y ont notamment été plébiscités), ce qui a parfois été traduit par un « vote de colère »... Elles disent sans doute davantage des difficultés d'accès aux responsabilités (donc au pouvoir) politiques, sociales, économiques,... pour les jeunes.

2. Des discours, des « visions », des intentions portés sur les jeunes...

Trop souvent, les jeunes sont considérés comme une difficulté voire un problème, plus rarement comme les élites de demain.

Trop souvent, les jeunes sont l'objet de généralisations abusives.
Profitons-en ici pour rappeler que la jeunesse n'existe pas : il y a des jeunesses.

Trop souvent, les jeunes sont idéalisés par « ceux qui ne sont plus jeunes », regrettant ce temps de leur vie ou au contraire étant effarés devant la mollesse, le peu d'engagement des jeunes.

Trop souvent, les jeunes sont définis dans le futur.
En cela ils sont exclus de la citoyenneté. Ils sont dans un « devenir citoyen » car ils ne le sont pas encore. Les jeunes occupent ainsi une place de non-citoyens, jusqu'à ce qu'ils ne soient plus des jeunes. Et l'ensemble des dispositifs « jeunesse » va dans ce sens : accompagner les jeunes à devenir citoyens. En attendant, leur parole ne compte pas politiquement. Ils sont ainsi exclus de la citoyenneté... Or personne ne saurait dire quand est-ce qu'ils le seront.

Un jeune serait donc incomplet, et cette incomplétude est fortement stigmatisante.

Dans un contexte socio-économique difficile pour les jeunes (exemple de l'entrée sur le marché du travail, ou encore des processus d'accession aux responsabilités associatives, politiques, professionnelles,... évoquées précédemment), l'absence de droit à l'erreur et à l'échec (pas de possibilités d'expérimenter, de tester, sans risque) voire même la culpabilisation de la non-activité (en renvoyant toute la responsabilité « au jeune » de ce qu'il ne fait pas pour travailler), deviennent alors particulièrement paradoxales.
Et ce, d'autant plus que le discours entrepreneurial est désormais omniprésent en direction des jeunes (voir ci-dessous).

Alors oui, ré-affirmons avec force :

qu'il y a de la contradiction et de l'instabilité chez les jeunes...

qu'il y a de la multi-appartenances et de la multi-identités...

qu'il y a des vies plurielles et des parcours de moins en moins linéaires...

...et alors ?!

Peut-être les jeunes savent-ils ce qu'ils veulent mais sont plutôt successivement déçus par les endroits où ils s'engagent...

3. Certaines réponses apportées nous paraissent inappropriées...

Ces dernières années, les politiques publiques et les dispositifs se sont multipliés en direction des jeunes, dont les effets sont d'accompagner les jeunes par tranches d'âges, par situations (demandeurs d'emplois, sans diplôme à la fin de leurs études, en situation de handicaps,...), par intentions et/ou solutions imaginées sans eux (mobilités, création d'entreprises,...), par territoires de domiciliation (quartiers dits sensibles, territoires ruraux dits fragiles et enclavés,...),...

La jeunesse est découpée en dispositifs qui doivent répondre à des problèmes qu'elle rencontre : accès à la formation, accès à l'emploi, accès à la citoyenneté (par la mobilité ou par le service civique)... apportant des réponses partielles (et parfois stigmatisantes), en fractionnant les vies des personnes concernées.

Différentes structures s'adressent aux jeunes, mais il y a peu de liens et de ponts entre leurs activités, et les dispositifs ont du mal à faire cohérence globale pour les personnes (quand ils sont connus par elles !). L'exemple du service civique est à ce titre particulièrement éclairant : il y a un manque de connaissances sur le service civique, un manque de missions variées et des difficultés notées (mobilité, logement). Nous constatons également que des missions sont non pourvues et que des jeunes ne trouvent pas de mission.

Les « politiques jeunesse » -fréquemment mises en œuvre par des associations dites d'éducation populaire- sont prioritairement destinées aux enfants et adolescents, beaucoup plus rarement en direction des jeunes adultes (là intervient notamment la limite d'âge fatidique des 26 ans !). Les jeunes adultes furent pourtant un public historiquement privilégié par les associations d'éducation populaire...

Ces « politiques jeunesse » sont particulièrement marquées par la logique consumériste actuelle : le développement des activités de loisirs arrange les adultes (les jeunes sont occupés) et arrange aussi les jeunes (soit pour s'y conformer, soit pour s'y opposer).

« Jeunesse » et « citoyenneté », deux termes qui composent les projets éducatifs et les « politiques jeunesse », y sont au final rarement définis ni travaillés...

Plus récemment, un discours dominant sur la création d'entreprises s'est fortement développé, en réponse aux difficultés d'accès des jeunes au marché de l'emploi. Il rencontre un certain succès mais est-ce par adhésion ou par défaut ? Ça n'est peut-être pas le rêve de tous les jeunes d'être auto-entrepreneur à 20 ou 30 ans...

Et par ailleurs, avec la forte professionnalisation des associations, il peut y avoir une assez grande frilosité pour accueillir des jeunes sans statut, se débrouiller avec et inventer, non pas au profit de l'association et d'engagement dans l'association, mais au profit des jeunes eux-mêmes pour qu'ils aient des lieux différents de ce qu'ils ont vécu jusqu'à présent.

Au-delà ou plutôt derrière ces colères, c'est quoi le problème ?

Tout le monde (les moins jeunes comme les jeunes) s'accorde à dire qu'il est souhaitable que les jeunes s'engagent, portent des projets, deviennent responsables, autonomes...

Mais quelles conditions sont nécessaires pour ce faire ?

Il n'y a pas de génération spontanée.

Il n'y a pas non plus de projets spontanés.

Il y a des conditions à créer pour que cela adienne, et d'abord et avant tout par les jeunes eux-mêmes.

Alors, arrêtons de penser à la place des jeunes.

Cessons de vouloir les occuper (pour mieux les empêcher de penser ?).

N'attendons pas « que jeunesse se passe » et acceptons ces temps de transition comme un espace sauvage où chacun cherche individuellement et collectivement ses/les limites.

La créativité de la jeunesse n'est pas un vain mot, sa capacité à accéder progressivement aux responsabilités est fiable. Il suffit pour cela de miser sur elle, de lui faire confiance en lui cédant la place, ce qui ne revient pas à l'abandonner car l'accompagnement est nécessaire.

Sur ces bases, nous osons quelques perspectives...

Il nous paraît primordial de créer des espaces, d'offrir des temps où des jeunes puissent s'exprimer, prendre une autre place et du pouvoir dans le monde.

Il ne sera pas question de « politique jeunesse » mais des jeunesses, du politique, des territoires et de ce qui met chacun en mouvement.

Il s'agira de favoriser les énergies collaboratives et inventives, permettant l'émergence de projets et d'actions, dans un contexte favorable à l'expérimentation, le test, donc les erreurs et les réussites, en adaptant les propositions aux personnes et aux territoires / espaces de vie.

Les jeunes qui expérimentent, testent et innovent présentent des caractéristiques qui nécessitent un accompagnement spécifique.

L'accompagnement de projet de jeunes pourrait se caractériser par une capacité à saisir, parfois dans des lieux non dédiés à l'accompagnement, les situations de projet, les prendre telles qu'elles sont et inventer des manières d'intervenir multiples, complémentaires de l'accompagnement plus cadré ou formalisé. Ce qui renvoie à une conception de l'accompagnement, inscrite dans l'éducation populaire, qui soit moins l'application de méthodes ou d'outils que l'invention de situations ou circonstances pédagogiques toujours renouvelées.

Concrètement, il pourra s'agir de :

- travailler avec les jeunes leur propre responsabilité (et donc capacité)
- rencontrer d'autres personnes, ouvrir les horizons et voyager ensemble, parce que ce sont des conditions concrètes qui participent de ces conditions d'émergence : d'abord de la rencontre, de l'échange, de l'inter-connaissance, de l'ouverture, sans viser d'emblée un objectif de projet
- accompagner, dans la durée, celles et ceux qui souhaitent mûrir une idée, une initiative, un projet,... : permettre à des jeunes de se questionner sur leurs projets d'activités, de le confronter et/ou conforter pour aboutir in fine à une création d'entreprise, une reprise d'études, de formation, se diriger vers un emploi salarié,...
- ouvrir un cadre sécurisé et soutenu pour permettre aux jeunes, s'ils en ont le désir, de s'inscrire dans une dynamique de création de leur propre emploi, d'une activité, seul ou dans un cadre collectif, dans le secteur classique ou dans l'économie sociale et solidaire
- développer des compétences d'accompagnement, que chacun ne possède pas nécessairement, pour favoriser des dynamiques entre jeunes eux-mêmes (l'accompagnement de jeunes par des jeunes)
- ...

Enfin, nous porterons une attention particulière à l'analyse, l'évaluation, la capitalisation, le partage, l'essaimage de ces expérimentations.

Et nous proposons des questions à travailler...

Concernant la question de la « citoyenneté »...

- de quoi parle-t-on ?
- à partir de quand est-on citoyen et qui peut en décider ?
- ...

Concernant la question de « l'autonomie »...

- de quoi s'agit-il ?
- autonomie ou autonomie(s) ?
- autonomie(s) et mobilité(s) ? autonomie financière ? ...
- ...

Concernant la question de « l'intergénérationnel »...

- à l'heure de la silver économie florissante, l'avenir professionnel des jeunes a-t-il un autre horizon que celui d'être au service des « anciens » (via des emplois précaires et mal rémunérés) ?
- autour de la notion de transmission, quelle(s) autre(s) relation(s) à la propriété, à l'argent, au patrimoine, ... ?

Concernant les « manières d'accompagner »...

- accompagner les transitions / les ruptures : de quoi s'agit-il ? quelles pédagogies mobiliser ?
- quels rôles pour les associations comme actrices de l'accompagnement des jeunes dans leur citoyenneté et leurs engagements ?
- où les jeunes peuvent-ils oser leurs rêves, sans forcément parler de création d'entreprise ?
- des jeunes accompagnés par des vieux ou des jeunes qui accompagnent des jeunes ?
- ...

Concernant la question du ou des « territoire/s »...

- la notion de territoire est-elle une notion portée / vécue par les jeunes ?
- quels liens entretiennent les jeunes aux territoires : ceux qu'ils quittent, ceux où ils arrivent ?
- que se passe-t-il dans les périodes de transition : l'entre fin d'études et trouver un emploi, quel territoire réinvestissent les jeunes ? celui de la famille, celui du lieu d'études, celui des relations affectives ? en investissent-ils un seul ou les combinent-ils ? de quelles manières ? quels sont les effets de ces combinaisons sur leurs formes d'engagement ?